

Synthèse du débat "Risques et catastrophes : quelles réponses des habitants ? Cas d'études du Sénégal au Chili"



Réseau Centre SUD a organisé un débat sur les Risques et catastrophes au Sénégal et au Chili, qui a eu lieu le 6 janvier à l'ENSA Paris la Villette. Cette rencontre avait pour objectif de comprendre comment les habitants se mobilisent en prévention ou à la suite d'une catastrophe « naturelle » et mais également d'interroger la notion de catastrophe naturelle et de la considérer sous l'angle de la construction sociale et urbaine du risque.

Romain Leclerc, (doctorant au CRH-Lavue) et Chloé Charpentier (architecte-urbaniste qui travaille à Pikine pour la Fédération sénégalaise des habitants), ont expliqué la situation des risques d'inondation à Dakar. A Pikine, en banlieue de Dakar, les habitants se sont mobilisés face aux risques d'inondation et d'expulsion liés au plan de gestion des risques d'inondation. Les habitants n'ont généralement pas de titres d'occupation et certains sont relogés en très grande banlieue après les inondations ce qui entraîne une perte de liens de sociabilité et souvent une perte de leur travail.

Dès 2005, il y a eu un plan de restructuration du quartier et une première mobilisation des habitants avec le soutien d'ONG. Puis, de la revendication, le collectif d'habitant passe à la structuration en vue d'une recherche de solutions, avec le soutien de divers experts et d'Urbamonde sur un programme de restructuration des quartiers précaires pour répondre à deux types de risques : inondations et expulsions. Cela a amené à une enquête sociologique et à l'élaboration d'un état des lieux des mobilisations en cours ; puis à la formation de jeunes du collectif afin de monter une enquête précise sur les risques réels et leurs causes. Ainsi s'est mise en place une cartographie du quartier pour que les habitants se mobilisent et comprennent bien les risques liés aux inondations ainsi que les véritables causes de celles-ci. En effet ; plus que le réchauffement planétaire, la raison se trouve dans une mauvaise gestion de la planification urbaine. Les établissements informels ont en effet pollués les nappes phréatiques et la pluie ne peut plus s'évaporer, remontant ainsi à la surface. Cette compréhension des enjeux a permis aux habitants de mettre en place des actions de lobbying auprès des pouvoirs locaux avec notamment une proposition de plan de restructuration alternatif. Le collectif a aussi créé des outils de sensibilisation des

leaders communautaires et des chefs de quartier et des formations sur la planification urbaine.

Les limites de ces initiatives tiennent à la différence de temporalité entre le temps longs des mobilisations habitantes et le temps court des décideurs politiques, qui changent souvent et sont rythmés par les élections. Cependant, il semble que les habitants ont une réelle capacité à impulser des politiques publiques et être porteurs de projets alternatifs.

Claudio Pulgar Pinaud, architecte et doctorant à l'EHESS, a analysé le contexte néolibéral systémique du Chili et le rôle des habitants dans le processus de reconstruction post séisme, tsunami ou incendie. Le Chili est, depuis le coup d'Etat de Pinochet en 1973, le laboratoire du néolibéralisme (Harvey, Klein). Pendant la dictature, les militaires ont mis en place une planification urbaine ayant pour but une ségrégation spatiale très marquée, repoussant les pauvres à la périphérie des villes, particulier celle de Santiago.

Cette ségrégation spatiale ainsi que le processus même de marchandisation de la ville se retrouvent de façon encore plus criante dans une situation de catastrophe. En effet, le Chili est traversé par une « géographie du risque » : c'est un des pays les plus sismiques du monde, et est régulièrement touché par des désastres naturels. Or Claudio Pulgar montre que c'est le caractère néolibéral de l'urbanisation des villes chiliennes qui expose les populations vulnérables aux risques, engendrant ainsi les catastrophes. Par ailleurs, il montre également comment les destructions post-catastrophes génèrent des opportunités foncières qui vont être l'objet de conflits.

Cependant, ces désastres ont aussi créé des opportunités pour les mouvements sociaux pour se structurer et faire face ensemble contre l'agenda politique du gouvernement et des entreprises privées qui considèrent cette catastrophe comme une opportunité lucrative sur le marché foncier. Des mouvements et fédérations d'habitants se sont ainsi formés pour revendiquer leur place dans la ville et réaffirmer la volonté et la capacité historique des habitants des quartiers populaires à produire la ville et à participer aux décisions.

Armelle Choplin, Maître de conférences en géographie, Université Paris-Est – Marne-la-Vallée, a souligné l'importance du savoir et de la connaissance face aux risques liés à une urbanisation très rapide et récente, en particulier en Afrique de l'Ouest : il faut créer une mémoire du risque. Il faut aussi montrer l'importance de la construction sociale du risque et donc repolitiser le risque et les catastrophes. Dans les deux contextes, sénégalais et chilien, on voit bien la place et la capacité des habitants à gérer à la fois le risque mais aussi l'après catastrophe. Ce qui reste moins clair c'est la question financière et la problématique du soutien des ONG aux mouvements d'habitants qui souvent récupèrent le travail de ceux-ci.